on peut également parler de l'objet de cette dépense, car je ne mentionne pas, dans mon amendement, la fourniture de lunettes et d'objets de ce genre. Je parle des services qui relèvent des optométristes, mais des services identiques que pourraient dispenser des médecins à l'occasion.

Abordons carrément ce point en faisant appel aux considérations des autorités. Je voudrais citer la troisième édition de Beauchesne et la treizième édition de May. On affirme constamment qu'un député ne peut proposer un amendement à un projet de loi si cet amendement vise à augmenter le montant des dépenses prévu dans la mesure. Je signale qu'on ne mentionne aucune somme dans la résolution. Aucune limite n'avait été imposée au montant qui serait prévu dans le projet de loi. Cela devient très critique lorsqu'on lit un commentaire ou deux des auteurs que j'ai en main. En premier lieu, monsieur le président, reportons-nous au commentaire 439 de la troisième édition de Beauchesne. Il s'agit d'un long paragraphe et à mon avis, je n'en trahis pas le sens si je commence au milieu. En fait, les deux premières phrases auront une douce résonance aux oreilles du ministre, mais il devrait continuer d'écouter ma citation quand même:

Aucun amendement touchant les fins pour lesquelles la subvention est recommandée par la Couronne ne peut être reçu. Le principe constitutionnel qui confère à la Couronne la responsabilité exclusive d'effectuer des dépenses de portée nationale interdit aux Communes d'accroître une somme exigée au nom de la Couronne aux fins du service de l'État.

Voilà qui est doux aux oreilles du ministre, mais écoutez ce qui suit:

Toutefois, on ne semble pas tenir compte de ce principe lorsque la recommandation de la Couronne est accordée à un projet de résolution qui, rédigé en termes généraux, autorise l'affectation de deniers publics sans limiter le montant des dépenses à autoriser par cette résolution.

A la fin de ce commentaire, Beauchesne ajoute la note «M.510», ce qui, bien entendu, signifie qu'il se reporte à la page 510 de la treizième édition de May. Permettez-moi de vous en lire quelques phrases:

Comme je l'ai expliqué par la suite, le principe constitutionnel qui attribue à la Couronne l'unique responsabilité des dépenses publiques nie aux Communes le droit d'augmenter le montant d'un crédit demandé au nom de la Couronne pour le service de l'État.

Je révèle, bien entendu, la source de bien des commentaires que Beauchesne a mis dans son livre. Cet extrait de la treizième édition de May se poursuit ainsi:

Il semblerait, cependant, que ce principe ne vaille plus lorsque la Couronne recommande un projet de résolution autorisant des dépenses publiques en des termes généraux et sans limiter le

[M. Knowles.]

montant de ces dépenses. Comme la résolution sanctionne, sans restrictions d'aucune sorte, l'affectation à certaines fins de l'argent voté par le Parlement, les dispositions du projet de loi fondées sur cette résolution permettent l'exercice, lors de l'étude du bill par le comité, de la liberté d'action sanctionnée par la résolution.

Voyez ce qu'il dit un peu plus loin, monsieur le président:

Le comité n'est pas lié...

Permettez-moi de le répéter:

Le comité n'est pas lié par les termes des dispositions que les ministres de la Couronne ont insérées dans le bill et tout député peut proposer l'augmentation des crédits prévus ou la portée des dispositions...

Veuillez noter ce qui suit:

...quoiqu'il en coûte, tant qu'on n'outrepasse pas les pouvoirs accordés par la recommandation royale.

Quelle était la résolution précédant le bill, adoptée par cette Chambre? Elle a été lue deux ou trois fois aujourd'hui, mais permettez-moi de la consigner une autre fois au compte rendu dans le contexte de ce débat sur la procédure. Voici le texte de la résolution:

La Chambre décide qu'il est opportun de présenter une mesure autorisant le paiement, par le Canada, de contributions aux frais des services assurés de soins médicaux supportés par les provinces en conformité de régimes provinciaux d'assurance de soins médicaux.

Telle était la résolution; je vous l'ai lue intégralement. Il n'y a aucune restriction, dans cette résolution, du montant pouvant être dépensé pour les fins indiquées dans la résolution, ni aucune restriction au versement de ce montant aux médecins. Je vous le demande: ne sommes-nous pas dans les limites des dispositions que je viens de tirer de la page 510 de la treizième édition de May? Permettez-moi de lire encore une fois la phrase clé:

Comme la résolution sanctionne, sans restrictions d'aucune sorte...

Tel est le cas en ce qui concerne la résolution précédant le bill à l'étude:

...l'affectation à certaines fins de l'argent voté par le Parlement, les dispositions du projet de loi fondées sur cette résolution permettent l'exercice, lors de l'étude du bill par le comité, de la liberté d'action sanctionnée par la résolution.

Voilà donc la situation où nous nous trouvons. Nous étudions en comité plénier un bill se fondant sur un projet de résolution selon une recommandation royale, comme on l'appelle au Royaume-Uni, ou une recommandation de Son Excellence le gouverneur général, comme on l'appelle ici. Le comité a nettement la liberté d'apporter à la mesure des modifications qui entraîneront de plus fortes dépenses,